



Tactiques médiatiques et astuces de lobbying : *Lier les actions paysannes aux processus de politiques nationales*

Mars 2005



International
Institute for
Environment and
Development

Judy Williams (GRENCODA) et Sonja Vermeulen (IIED) ont préparé cet outil sur la base de l'expérience acquise par GRENCODA et les paysans des terres de Chambord. Danley Alexis est le principal facilitateur de GRENCODA à Chambord et ses connaissances ont grandement contribué à la rédaction de ce projet.

Nous sommes gré au soutien du ministère néerlandais des Affaires étrangères (DGIS) et au ministère fédéral allemand de la Coopération économique (BMZ) qui ont financé l'élaboration de ces outils, ainsi qu'au secrétariat d'état à la Coopération du Royaume-Uni (DFID) qui a apporté les capitaux de démarrage. Pour obtenir un complément d'information sur les *Outils moteurs*, veuillez consulter www.policy-powertools.org

1. Introduction

Cet ensemble de tactiques, basé sur l'expérience acquise à Grenade, présente toute une série de leçons et de suggestions sur la façon d'encourager la politique nationale à répondre aux besoins et aux aspirations des paysans – dans l'intérêt des moyens d'existence tant locaux que nationaux. Les tactiques vont d'activités relativement techniques et laborieuses comme la cartographie et les inventaires à des suggestions pour inciter les participants à saisir les occasions qui se présentent, notamment en ce qui concerne les politiciens et les médias. Grenade est un petit pays où l'opinion publique compte pour beaucoup – par conséquent, nombre de tactiques visent à sensibiliser le public et à stimuler le débat. Mais la panoplie de tactiques présentée ici n'est pas uniquement pertinente pour les petits Etats insulaires et ne concerne pas seulement les préoccupations des paysans. Les organisations populaires et les agences de plaidoyer et de développement qui travaillent avec des gestionnaires de ressources naturelles dans une foule de contextes devraient pouvoir trouver une pléthore d'idées propices à l'action dans ces pages.

2. Les paysans de Chambord et les politiques de Grenade en matière de foncier et d'agriculture : qu'en est-il à ce jour

Grenade est un Etat insulaire des Caraïbes qui compte environ 103.000 habitants pour une superficie de 344 km². L'agriculture et la pêche constituent les principaux moyens de subsistance des îliens. Bien que l'île se caractérise par une topographie accidentée et sauvage, les communautés sont bien organisées – une cohésion sociale qui remonte à l'époque de l'esclavage lorsque de grands domaines agricoles étaient entre les mains des colons. Les liens étroits qui unissent la population et une démographie relativement faible font qu'il est plus facile de réduire l'écart entre les préoccupations et les politiques locales et nationales que dans des pays plus grands.

Les quelque 320 hectares du domaine de Chambord dans le nord de Grenade ont été fragmentés dans les années soixante. Le gouvernement a alloué une dizaine d'hectares à la création du lotissement de Rose Hill et quelque 170 hectares ont été vendus à une société privée de construction dirigée par des expatriés. La compagnie a échoué dans ses projets de construction de résidences de standing et la majeure partie des terres sont restées fragmentées en petites parcelles louées (de 2 ares à 2 hectares) entre les mains d'une centaine de paysans locaux.

Ce que l'on appelle les terres de Chambord comptent environ 50 hectares de bonnes terres arables et 20 hectares de terres "de première qualité" – l'une des rares régions de Grenade où l'agriculture mécanisée puisse être pratiquée. Ces fermes produisent une grande variété de denrées et de cultures arboricoles et contribuent dans des proportions non négligeables à la production agricole nationale.

Ces terres agricoles font partie des terres qui ont été vendues à la société privée de construction en 1964. En réponse aux requêtes et aux prières de la communauté, la compagnie et les agriculteurs ont mis au point un contrat formel de location qui prévoit ce qui suit :

- Il ne sera planté aucune culture permanente et l'exploitation des terres sera limitée à des cultures temporaires.
- Un loyer annuel de EC\$10 par parcelle devra être versé.
- Il ne sera gardé aucune bête sur les terres hormis dans les zones désignées comme pâturages, pour lesquelles un droit de EC\$5 par tête devra être versé.
- La vente des parcelles se poursuivra et s'il advient qu'un préavis soit donné pour quitter une parcelle quelconque, le ou les locataires devront s'exécuter sur le champ.

Cet arrangement fonctionna bien pour toutes les parties jusqu'en 1993 lorsque les propriétaires vendirent le terrain à un nouveau groupe de promoteurs. Ce dernier avait l'intention d'employer le

site pour y monter un développement touristique et commercial et il indiqua qu'il aurait besoin d'utiliser une partie des terres alors exploitées par ces petits paysans. Cette situation créa un climat d'incertitude pour les paysans qui hésitèrent à encourir les moindres dépenses financières. Ils estimèrent que leurs moyens de subsistance se trouvait menacé et demandèrent l'intervention du gouvernement et de GRENCODA – une ONG qui travaillait dans la communauté. Le gouvernement n'a fait aucun effort notable pour tenter de rectifier la situation et, en l'absence d'une politique foncière nationale, il se peut qu'il soit impossible de veiller à ce que le terrain demeure à vocation agricole dans l'intérêt des moyens d'existence locaux et de l'autosuffisance alimentaire nationale.

3. Principes de collaboration avec les paysans

Tout travaux entrepris avec les paysans doit reposer sur des principes de terrain d'entente et de bon sens. Il faut du temps pour gagner leur confiance, nouer des liens, établir un respect mutuel et faire en sorte que chacun y mette du sien (Encadré 1). Parmi les approches pour garantir une bonne entente et les meilleurs résultats possibles, on peut citer :

- Planifier et réviser en collaboration avec les paysans – et sans relâche
- Utiliser le compte rendu des réunions antérieures pour revenir sur ce qui a marché, ce qui n'a pas marché et ce sur quoi il faudrait s'appuyer
- Utiliser des tableaux de conférence pour que l'information reste publique mais prendre soin de ne pas exclure les analphabètes du groupe
- Ne faire que les promesses que vous ferez tout pour tenir
- Rendre des comptes et tenir les paysans informés – aussi bien des succès que des revers
- Se tenir aux dates promises pour les interventions et les comptes rendus

Encadré 1. Comment gagner– ou perdre – du respect au fil du temps

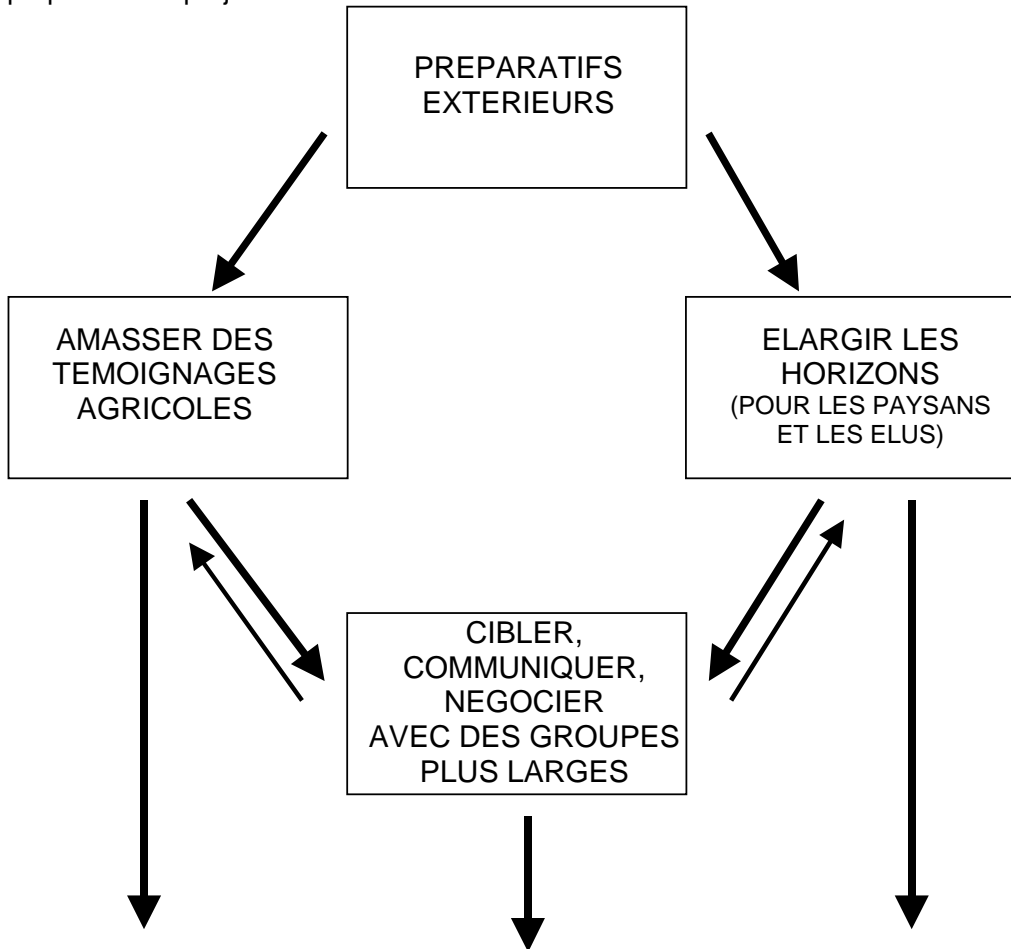
GRENCODA travaille avec les paysans de Chambord depuis plus de dix ans. Les principes de respect mutuel ont été établis et âprement gagnés avec le temps. Du côté de GRENCODA, une stratégie majeure a été de s'asseoir avec les paysans et de planifier et de réviser les projets avec eux. Cela pouvait impliquer des rencontres à la ferme ou "sous un arbre" pour préparer un repas et manger ensemble tout en prenant des décisions sur des questions graves. Les comptes rendus de réunion, le suivi des tâches et la soumission de rapport ont été constants.

Pourtant, la moindre erreur peut porter un coup fatal à la confiance gagnée au fil des ans. Un homme courroucé et très virulent originaire des berges du fleuve Sallee fit irruption dans une réunion en 2003 et s'insurgea : "GRENCODA ne tient pas ses promesses !" Il était contrarié car quelque 6 à 7 ans plus tôt, GRENCODA et les paysans avaient organisé un concours de récolte avec le ministère de l'Agriculture. Le but recherché était de stimuler la production et d'utiliser les terres pour aider à tenir à l'écart ceux qui se prétendaient propriétaires et les gros investisseurs. Alors que l'initiative était aux trois quarts achevée, juste avant de juger les contributions, GRENCODA perdit son agent responsable, le chef de projet du moment. Il ne fut remplacé que beaucoup plus tard. Résultat : la compétition ne fut jamais jugée et il n'y eut aucune remise de prix. Un fiasco qui des années plus tard venait envenimer les relations de GRENCODA avec la communauté.

Seul le succès retentissant du programme de prêt de tracteur en 2003 (voir l'Encadré 3) permit d'apaiser (au moins pour un temps) la contrariété de cet homme virulent et courroucé et de quelques autres, moins virulents mais tout aussi contrariés, qui se rappelaient du désastre du concours de récolte.

4. Tactiques pour lier les actions paysannes aux processus de politiques nationales

L'ensemble des leçons et des suggestions permettant de lier les actions paysannes aux processus de politiques nationales est ici divisé en quatre sections associées : les préparatifs extérieurs, amasser les témoignages agricoles, élargir les horizons, et enfin cibler, communiquer et négocier avec des groupes plus larges. Le schéma ci-dessous illustre une façon d'intégrer ces différents éléments. Toutefois, si le schéma évoque un processus séquentiel, dans la réalité les processus sont, bien entendu, simultanés et interconnectés, de sorte que les paysans qui collaborent avec une agence de liaison ne travaillent jamais sur un seul cadre à la fois – même durant les préparatifs du projet.



PRÉPARATIFS EXTERIEURS

- **Faire l'état des lieux des politiques foncières existantes et entreprendre une recherche cadastrale.** Renforcer vos connaissances des politiques pertinentes (pas seulement la politique foncière mais aussi les politiques pertinentes en matière d'agriculture, de foresterie, de transport, d'infrastructures, de développement, de crédit, etc., au niveau local et national). Si possible, créer un centre d'archivage des documents de politique assorti d'un système précis de classement dirigeant l'utilisateur vers les sections pertinentes de chaque document. Dans la mesure du possible, faire en sorte que les archives soient accessibles au public pour pouvoir les prêter aux paysans et autres parties intéressées. Même si vous ne disposez pas des ressources nécessaires pour une analyse rigoureuse des politiques, vous pouvez critiquer certains éléments tels que le degré de participation offert par le processus.

Faire aussi des recherches sur les informations existantes concernant le titre foncier et ses antécédents – dans certains pays, le régime d'occupation n'est qu'en partie documenté ; il est donc utile de recueillir le plus de témoignages possibles, y compris des comptes rendus oraux.

- **Entamer un dialogue précoce avec les médias.** Inciter les médias à faire du journalisme d'investigation au lieu de se contenter de communiqués de presse, car cela entraînera une meilleure couverture et un engagement à plus long terme. Ne pas amener les paysans aux médias – amener plutôt les médias aux paysans. Organiser des ateliers pour les médias sur les lieux mêmes du problème, et non pas en ville.

AMASSER DES TEMOIGNAGES AGRICOLES

- **Prouver le régime foncier.** Pour les paysans, la preuve est sur le terrain, pas sur le papier (Encadré 2). Les paysans de Chambord ont prouvé l'utilité agricole de leurs terres en les maintenant constamment en production – et en faisant en sorte que leurs activités soient documentées par des photographies, des bandes sonores et des vidéos, de leur propre initiative, mais aussi en attirant l'attention des médias nationales (Encadré 3).

Encadré 2. Les paysans de Chambord discutent de la manière de prouver l'utilisation des terres

“Nous devons planter le plus grand nombre possible de récoltes car tant que nous pourrons le faire, ils ne pourront pas prendre nos terres.” Réunion de paysannes, le 10 avril 2003.

“Une fois que nous aurons débuté les labours avec le tracteur, notre prochaine étape sera de les inciter à nous donner les terres.” Réunion de paysans, le 27 mars 2003

Encadré 3. Le tracteur : un outil pour labourer et un outil de changement de politique

Lorsque les paysans de Chambord ont discuté de la question de continuer d'exploiter les terres, ils ont énuméré un certain nombre de défis auxquels ils sont confrontés. La préparation des terres est ressortie comme la question la plus critique. Le système gouvernemental de mise en commun des engins agricoles entend fournir un service de prêt de tracteur, mais la confiance des paysans à l'égard du projet s'est érodée au fil des cinq dernières années. Même quand ils souscrivaient à la police de prêt et versaient à l'avance les droits requis dans les caisses de l'Etat, le tracteur arrivait rarement au moment attendu.

Chambord est l'une des rares régions de Grenade où il est possible de pratiquer une agriculture mécanisée en raison de l'absence de relief. Ce sont les paysannes qui sont les plus affectées lorsque le tracteur n'arrive pas dans les temps, car les plantes adventices sont plus difficiles à maîtriser de sorte que les paysannes sont obligées de planter moins de cultures.

Ce problème a fait l'objet d'un débat prolongé lors d'une des réunions. Un paysan a posé la question suivante : "GRENCODA pourrait-elle se charger de veiller à ce que nous obtenions le service de prêt du tracteur cette année ?" Presque spontanément, les paysans ont répliqué : "Quelle bonne idée !" GRENCODA a dû faire attention à ne pas promettre des choses qu'elle n'était pas sûre de pouvoir tenir et elle a donc promis de discuter de la question avec le ministère de l'Agriculture et de rendre compte de ses consultations aux paysans. Finalement, GRENCODA a pu aider les paysans à négocier le service de prêt du tracteur d'une manière tout à fait innovante – décrite à l'Encadré 6.

Avant que le tracteur ne vienne labourer les terres de Chambord en 2003, les paysans et GRENCODA ont piqué l'intérêt des médias sur le sort de ces terres agricoles prisées à l'échelle nationale – tant et si bien que la chaîne nationale de télévision a envoyé des journalistes sur place pour faire un reportage à l'époque des labours. Ainsi, le tracteur est devenu un symbole et une tactique pour démontrer comment les terres de Chambord ont pu demeurer exploitées. Cette histoire a beaucoup mobilisé l'opinion – de sorte que le tracteur est devenu un symbole porteur dans les discussions liées à la politique foncière de Grenade.

Photo 1. Les médias nationales viennent interviewer des paysans sur les terres de Chambord



Photo 2. Le tracteur gouvernemental en action sur les terres de Chambord



- ***Cartographier les domaines fonciers tels qu'ils sont.*** Les domaines fonciers dans la réalité diffèrent des titres fonciers sur papier. Une cartographie officielle (cadastrale) des parcelles physiques peut aider les paysans de différentes façons :
 - Identifier les propriétaires ou les utilisateurs des parcelles
 - Valider des prétentions sur les terres

- Déterminer les caractéristiques du sol et donc les cultures possibles
- Confirmer l'immatriculation des paysans auprès des services de vulgarisation agricole
- Étayer les exercices de planification pour des alternatives de développement (voir plus loin)
- Confirmer les mesures des parcelles individuelles et du domaine tout entier pour en déduire les intrants de plantation et les résultats de production

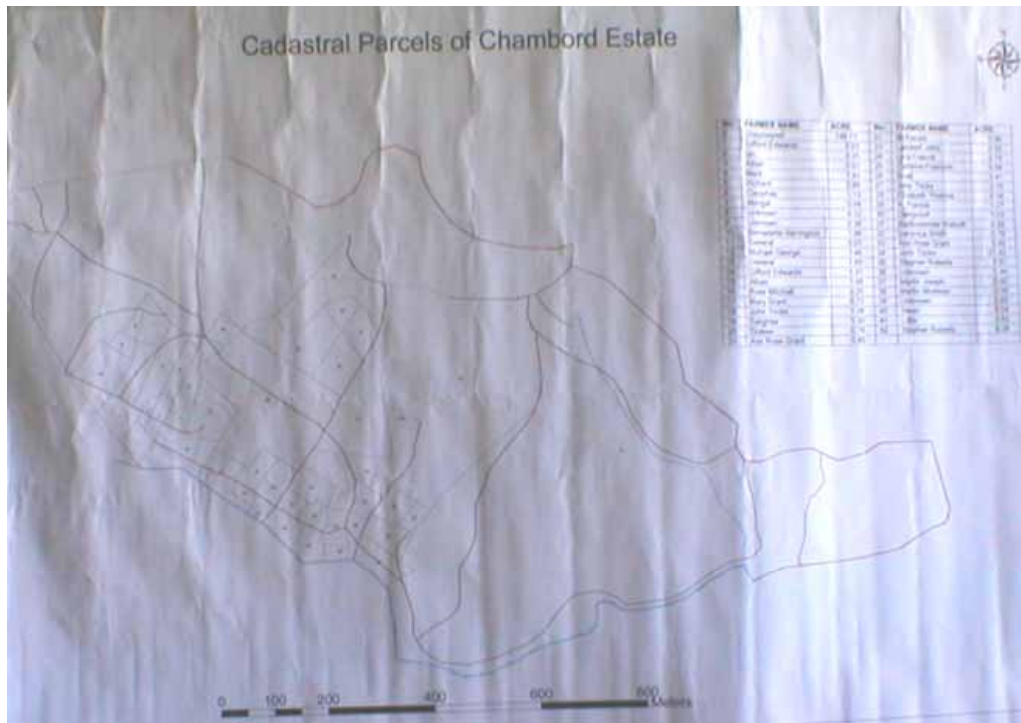


Photo 3. Plan cadastral professionnel des terres de Chambord

- **Encourager et aider les paysans à tenir des registres.** Aider les paysans à mettre au point un système élémentaire d'enregistrement de leurs activités agricoles et à prendre l'habitude de l'utiliser. Les principales tâches d'enregistrement consistent à quantifier les intrants et les produits en volumes et en termes monétaires. Ceci peut se faire par le biais d'un journal ou d'un simple questionnaire (Encadré 4). Le questionnaire se base sur la mémoire ; par conséquent, il est vivement recommandé d'encourager les paysans à prendre l'habitude de prendre note sur le champ des coûts ou des prix de vente sur un bout de papier et de garder toutes ces notes dans une boîte chez eux. Bien entendu, une méthode d'enregistrement plus sophistiquée serait utile – par exemple, la consignation des contributions de main-d'œuvre, etc. – mais des informations aussi détaillées sont généralement trop lourdes à gérer pour des paysans très occupés et souvent illettrés.

Encadré 4. Questionnaire d'une page à l'intention des paysans de Chambord sur leurs recettes et leurs dépenses en 2003-2004

Nom :

Adresse :

Téléphone :

Avez-vous bénéficié du service de prêt de tracteur l'an dernier ? Oui () Non ()

Quelles cultures avez-vous plantées ?

Maïs () Oseille () Pois () Melon () Pomme de terre () Manioc ()

Quelles ont été vos dépenses pour l'année ?

Tracteur	\$	Graines	\$	
Plants	\$	Débroussaillage	\$	
Engrais	\$	Autres	\$	Total \$

Quel revenu avez-vous tiré des récoltes ?

Maïs	\$	Melon	\$	
Oseille	\$	Pomme de terre	\$	
Pois	\$	Manioc	\$	Total \$
Autres	\$			

Comment se compare cette année par rapport aux autres ?

Aurez-vous besoin du service de prêt du tracteur cette année ? Oui () Non ()

No. d'heures () Ares ()

Toute remarque que vous souhaitez formuler concernant les travaux de GRENCODA auprès des paysans de Chambord :

Il peut sembler trop rigide d'inciter les paysans à tenir des registres. Mais cela peut se justifier par beaucoup de raisons qui aideront les paysans à plaider leur cause, à défendre leurs droits fonciers et à maximiser les avantages :

- Voir si leurs dépenses dépassent leurs rentrées d'argent
- Comme base de stratégies de commercialisation efficaces (Encadré 5)
- Comprendre leur rôle dans l'économie nationale
- Promouvoir l'agriculture comme moyens de subsistance des jeunes
- Défendre le maintien de la vocation agricole des terres plutôt que de les consacrer à d'autres usages

Encadré 5. Avantages des registres agricoles pour la commercialisation

Toutes les cultures cultivées à Chambord ne peuvent pas être compétitives sur les marchés nationaux, d'autant plus que les terres sont loin de la capitale et des hôtels de la côte sud de Grenade. Mais les paysans ont pu identifier un créneau lucratif de commercialisation pour un certain nombre de cultures saisonnières, par ex. les pois doux dits "garden peas", très prisés au moment de Noël. GRENCODA a aidé les paysans à négocier des contrats d'approvisionnement avec quelques-uns des grands hôtels du pays. L'une des préoccupations majeures des hôtels est de savoir si les paysans peuvent garantir des approvisionnements stables de qualité et en quantité suffisante durant la saison. En tenant des registres agricoles, il est plus facile d'estimer le volume de production – et de déterminer si les exigences des hôtels pourront être satisfaites.

- **Articuler les diverses options de développement agricole.** Utiliser la carte officielle de la région et les discussions des paysans pour échafauder des arguments en faveur d'une utilisation durable et équitable des terres (voir plus loin la sensibilisation des paysans au rôle qu'ils jouent dans l'économie nationale). Envisagez des moyens de conjuguer l'agriculture avec d'autres options de développement comme le tourisme. Débattre en détail avec les paysans des implications en termes d'allocations physiques des terres. Poser des questions telles que :
 - Où se trouvent les types de sol les mieux adaptés pour tel ou tel usage agricole ?
 - Quel est le potentiel d'irrigation dans les différents secteurs ?
 - Que signifie l'accès routier en cas de division entre les usages agricoles et autres ?
 - Quels sont les avantages et les inconvénients que présentent la propriété et la location des terres dans les différents secteurs ?

ELARGIR LES HORIZONS (POUR LES PAYSANS ET LES ELUS)

- **Sensibiliser les paysans au rôle qu'ils jouent dans l'économie nationale.** Au fil du temps, introduire les paysans aux débats nationaux et internationaux de façon à ce qu'ils puissent échafauder des arguments sur ce que les options possibles de développement local pourraient apporter au pays en termes de bénéfices économiques et de sécurité alimentaire. Transmettre des informations nationales parlantes aux paysans, par exemple, dans le cas de Grenade, le feuillet d'information sur le projet de loi sur les importations de produits alimentaires préparé par le ministère du Commerce.
- **Intégrer les enjeux agricoles dans les programmes nationaux.** Aider les paysans à identifier et à exploiter la façon dont leurs propres pratiques contribuent aux politiques et programmes nationaux. Les paysans de Chambord sont parfaitement conscients du fait que l'accès aux terres est une condition indispensable au succès de politiques nationales gouvernementales comme le GREP (Projet d'entreprise rurale de Grenade) pour réduire la pauvreté dans les zones rurales. Les cultures produites à Chambord sont en majeure partie celles promues par le Programme gouvernemental pour la sécurité alimentaire. Plusieurs paysans de Chambord se sont portés volontaires pour participer au Programme de sécurité alimentaire ; leur stratégie : démontrer qu'ils disposent de terres agricoles fertiles d'importance nationale pour la production de denrées alimentaires.
- **Nouer des relations entre les paysans et les techniciens agricoles.** Encourager et aider les agents de vulgarisation à travailler au niveau local – travailler avec eux et non contre eux. Aider les paysans à s'inscrire de manière à avoir droit à toute la panoplie des services de vulgarisation, tels que les prêts d'engins agricoles, des conseils en cultures et en élevage, des

semis offerts gratuitement, un service de prêt de tracteur, des bains antiparasitaires pour les bêtes, ou autres prestations offertes. Les aider à identifier leurs droits et à faire pression pour de bonnes prestations.

- **Enregistrer et mettre en commun les expériences acquises dans des situations semblables.** Fournir des exemples pertinents venant d'ailleurs – pour en tirer des leçons et pour en débattre. Pour les paysans de Chambord, un exemple pertinent était celui du Mont Hartman, où 30 paysans furent chassés des terres agricoles qu'ils exploitaient pour céder la place à la construction d'un hôtel et d'un terrain de golf. GRENCODA entreprit une étude de dépistage rudimentaire pour quantifier l'impact économique et social de la décision du gouvernement d'expulser les paysans et fit part des résultats aux paysans de Chambord et à d'autres.
- **Associer la production agricole à la consommation.** Les paysans, les élus et les consommateurs bénéficient tous d'une plus grande sensibilisation aux maillons qui relient la production, la transformation, la vente au détail et la consommation de denrées alimentaires : Quels sont les liens géographiques ? Où vont les bénéfices ? Comment les produits alimentaires évoluent-ils le long de la chaîne ? A Grenade, les principaux enjeux comprennent la souveraineté des produits alimentaires et l'autosuffisance (notamment lorsque les transports internationaux sont restreints, par exemple suite aux attentats de septembre 2001 aux Etats-Unis), le dumping de produits alimentaires par les pays riches (par ex. des poulets bon marché produits en batterie) et les questions de santé liées au repli des produits frais dans le régime alimentaire des consommateurs. Les slogans sont porteurs, ils interpellent et sont faciles à mémoriser – ils engendrent également un sentiment de fierté nationale et communautaire. Un slogan qui marche bien à Grenade est le suivant : "*Eat what you grow. Grow what you eat !*" ["Mangez ce que vous cultivez. Cultivez ce que vous mangez !"]

CIBLER, COMMUNIQUER, NEGOCIER AVEC DES GROUPES PLUS LARGES

- **Aider les paysans à organiser des réunions clés et à enrichir leurs aptitudes de négociation.** Les réunions décisives et les négociations cruciales exigent une bonne préparation. Des considérations d'ordre pratique, par ex. le lieu de réunion, peuvent faire une différence – ainsi, les paysans seront souvent plus à l'aise s'ils rencontrent les élus sur leur propre territoire plutôt que d'avoir à se rendre dans les bureaux de la ville. En outre, une session de groupe préalable afin de préparer les objectifs et les approches renforce la confiance du groupe et permet de consolider la stratégie. Les points clés à couvrir dans le cadre d'une session préparatoire de ce type sont les suivants :
 - Pour quelle raison le groupe assiste-t-il à la réunion ?
 - Quels membres du groupe assisteront à la réunion ?
 - Quelles seront les questions soulevées ?
 - Quelles seront les questions posées et qui les posera ? (l'allocation de questions stratégiques cruciales entre les différents délégués constitue une tactique efficace)

Encadré 6. Négociation de l'utilisation du tracteur avec le service de vulgarisation agricole

La façon dont les paysans de Chambord ont approché le service technique pour gagner accès au tracteur était tout à fait innovante pour l'une et l'autre partie. Les paysans de Chambord formèrent un groupe au lieu de faire appel au service de prêt du tracteur à titre individuel ; ils mirent leur argent en commun et demandèrent à GRENCODA d'agir en capacité d'organe dépositaire et d'intermédiaire. Du fait des revers qu'ils avaient essuyés dans le passé en payant le service technique à l'avance pour un tracteur qui n'arrivait jamais, dans le meilleur des cas, la tactique des paysans consistait à réserver le paiement jusqu'à ce que le tracteur ait labouré tous les champs. Toutefois, pour préparer leur négociation avec le service technique, ils durent envisager certains événements susceptibles de perturber ce scénario "idéal", par ex. ce qui se passerait si le tracteur tombait en panne d'essence alors qu'il restait des champs à labourer et si le conducteur n'avait pas assez de liquide pour faire le plein. Dans un tel cas, devraient-ils continuer à différer le paiement ou devraient-ils payer pour le combustible afin de permettre la poursuite des labours ?

Un entraînement et une formation en techniques de négociation s'avèrent aussi utiles. Là encore, il est crucial de se préparer pour des négociations spécifiques. Tenir compte des points suivants :

- Il ne sert à rien d'aborder les négociations avec une position tellement intransigeante qu'elle aboutira dans l'impasse.
 - Déterminer les meilleurs et les pires résultats – et à partir de là, en déduire le résultat minimum acceptable.
 - Imaginer différents scénarios susceptibles de découler des négociations et quel terrain d'entente serait envisageable pour chacun d'eux (Encadré 6).
- **Exploiter les processus politiques de manière tactique.** Des occasions pourront se présenter au niveau local ou national. GRENCODA a fait de Chambord un enjeu électoral, invitant chaque candidat de la circonscription à déclarer sa position concernant les terres de Chambord (Encadré 7).

Encadré 7. Réunion avec quatre membres du parlement

Chacun des quatre principaux partis politiques présenta un candidat lors d'élections organisées dans la circonscription dont relevaient les terres de Chambord. GRENCODA invita chaque parti à déléguer son candidat à une réunion organisée localement. Il fut donné à chaque candidat l'opportunité de soumettre ses propositions pour la circonscription. Les membres de la communauté et les paysans posèrent des questions ayant trait à l'exploitation des terres de Chambord. Les participants se déclarèrent mécontents de l'absence du député alors en fonction et il ne fut pas réélu.

- **Exploiter les médias pour propager le message et encourager le débat public.** Eveiller l'intérêt des médias dès le début d'une campagne (voir l'Encadré 3) afin d'ouvrir de nombreux circuits de médiatisation au niveau national, par le biais de communiqués de presse, de débats radiodiffusés, de documentaires, etc. Il est important de faire attention à exprimer le point de vue des paysans sans toutefois les compromettre. Si possible, donner aux paysans des pouvoirs éditoriaux durant le processus de production au lieu de vous contenter de faire d'eux l'objet des interviews et des reportages. A Grenade, la télévision est très regardée et largement admise – nombre de paysans qui refuseront d'être enregistrés n'auront pas d'objection à paraître à la télé.